

# PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance

Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre

Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine) ) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

## Journal de Palestine

Dossiers en bref

N° 281 du 12.11

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mon blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : [www.palestine-solidarite.org](http://www.palestine-solidarite.org) à cette adresse :[http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_Palestiniens.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm)

c) dans la rubrique "Le journal des Palestiniens" sur le site "Palestine, le secret dévoilé" :  
<http://www.palestinefr.net/jop.php>.

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

### 1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Benjamin Barthes : Gaza, terre fantôme des médias israéliens.

#### 2 Les brèves

2-1 Les Palestiniens commémorent la mort de Arafat, leur fédérateur.

2-2 Préparatifs de la réunion internationale de paix (...) que les Etats-Unis veulent organiser à la fin du mois à Annapolis.

2-3 Pessimisme en Israël et dans les territoires palestiniens avant Annapolis (1)

2-4 Pessimisme en Israël et dans les territoires palestiniens avant Annapolis (2)

2-5 Sayyed Khameneï : Les Etats-Unis essayent de sauver Israël.

2-6 Rice, a prévenu que les négociations entre Israéliens et Palestiniens restaient difficiles.

2-7 Benoît XVI refuse de recevoir Rice.

2-8 Proche-Orient : Six mois suffisent pour instaurer la paix avec Israël.

2-9 Yael Ancri : [Washington donne son feu vert à Israël pour une opération d'envergure à Gaza.](#)

2-10 La Ligue arabe impute à la Communauté internationale la responsabilité de la souffrance du peuple palestinien.

2-11 Les préoccupations 'sécuritaires'... d'Israël.  
2-12 Des responsables sionistes affirment qu'une offensive contre Gaza leur coûtera très cher.  
2-13 Une vaste offensive semble toutefois inévitable ...  
2-14 Projet de couper à nouveau l'électricité dans la Bande de Gaza.  
2-14 Israël va restreindre la fourniture d'électricité à la bande de Gaza.  
2-15 L'autorité d'occupation réduit les livraisons de carburant à la bande de Gaza.  
2-16 Le blocus économique quasi-total exercé par Israël à l'encontre de la Bande de Gaza, a des conséquences néfastes.  
2-17 Hamas : Abbas complotte contre le peuple palestinien et sa résistance à l'ONU.  
2-18 Gaza connaît une pénurie de médicaments alors que l'UNRWA atteint un déficit de 90 millions de dollars  
2-19 Le gouvernement d'unité nationale dirigé par Ismaïl Haniyeh représente la légitimité palestinienne  
2-20 Haniyeh appelle le Fatah au dialogue sans conditions pour mettre fin à la crise  
2-21 Abbas n'a pas le droit de dissoudre le conseil législatif.  
2-22 Mahmoud Abbas signe un décret antiblanchiment.  
2-23 La construction bat son plein dans 131 colonies des territoires palestiniens occupés.  
2-24 Le général Dayton visite secrètement Naplouse et la prison d'Al-Jounid.  
2-25 Taux record du nombre de jeunes israéliens échappant au service armé  
2-26 Les colons montent des 'mobile homes' en Cisjordanie.

---

Tiré a part

## Ziad Medoukh : Yasser Arafat : Nous avons besoin de vous

Hommage à notre président Yasser Arafat, trois ans après sa mort

Dans ces moments difficiles vécus par notre peuple palestinien et dans la situation de division entre les deux parties de notre pays, la Bande de Gaza et la Cisjordanie, nous pensons à toutes les personnes de notre histoire qui ont sacrifié leurs vie pour la liberté de la Palestine, mais surtout pour l'unité nationale entre tous les Palestiniens. Une pensée particulière à notre chef, à notre président et à notre héros Yasser Arafat mort il y trois ans après une longue histoire de combat et de sacrifices pour une Palestine libre et indépendant.

11 novembre 2007, trois ans après la disparition de notre symbole, chef, guide et président Yasser Arafat, un grand homme qui a donné sa vie pour son peuple et pour la liberté de notre patrie la Palestine. Tous les Palestiniens regrettent son absence.

La Palestine d'aujourd'hui qui est en train de souffrir avec la poursuite des attaques et massacres israéliens contre notre peuple isolé ; mais une Palestine de division et de déchirement après les affrontements inter palestiniens qui une crée une nouvelle situation en Palestine marquée par la tension et le combat entre les frères résistants de nos partis.

Aujourd'hui et plus que jamais nous avons besoin d'un chef, d'un responsable et d'un président comme Arafat. Dans nos jours difficiles, nous avons besoins d'un chef comme Arafat pour nous guider  
Dans notre situation actuelle, nous avons besoin d'un président comme Arafat pour nous unifier  
Dans nos difficultés énormes, nous avons besoin d'un homme comme Arafat pour nous aider.  
Aujourd'hui, nous rendons un grand hommage à notre symbole qui est mort pour la liberté et la paix dans son pays.

Le président Arafat restera un héros pour les Palestiniens, un héros exceptionnel pour son peuple, et pour tous les peuples qui luttent pour la liberté dans notre monde.

Abou Ammar a donné son nom à la Palestine et c'est lui ,qui a transformé la cause palestinienne d'une cause humaine à une cause politique reconnue par tous les pays du monde. C'est lui qui a mis la Palestine sur la scène internationale, c'était pour nous un homme de paix, un homme de principes, c'était pour nous notre histoire et notre avenir..

Arafat c'était un président qui mérite l'admiration, pas seulement celle de son peuple, mais celle de tous les peuples du monde qui aiment la liberté et la paix..

La Palestine qui est en train de pleurer ses martyrs tombés par les attaques israéliennes, et ses morts tombés par des mains palestiniennes ; pense à son chef, le chef de la résistance palestinienne, un président qui a réussi à diriger une organisation de libération nationale, une autorité, un gouvernement et un peuple malgré toutes les difficultés et les pressions internes et externes.

Toute la Palestine, et toutes les personnes solidaires de la cause palestinienne rendent un hommage à un héros, un personnage rare dans ce monde actuel, quelqu'un qui a sacrifié sa vie pour une Palestine libre, une Palestine unie et indépendante, une Palestine de paix et des valeurs.

Le nom d'Arafat comme celui de la Palestine vont rester dans nos mémoires et les mémoires de nos enfants.

Toute la Palestine, et tous les Palestiniens partout dans le monde, rendent un hommage à notre symbole, le

symbole de la résistance, la liberté et la paix en Palestine.

Un message au monde entier: malgré tous les crimes de l'occupation israélienne, la Palestine restera toujours vivante, en suivant les traces de notre chef historique Arafat, notre héros et notre guide qui restera toujours notre symbole, le symbole et tous les Palestiniens, le symbole de l'unité nationale palestinienne..

---

---

## 1 Médias/Vidéos

### 1-1 Benjamin Barthes : Gaza, terre fantôme des médias israéliens.

Extraits :

Pour les journalistes israéliens, la bande de Gaza n'a jamais été un territoire aussi lointain. Qu'ils soient juifs ou arabes, l'armée israélienne les empêche, depuis un an, d'y pénétrer, pour des raisons de "sécurité".

La poignée de courageux qui, en dépit de l'Intifada, persistaient à franchir le terminal d'Erez, portail de la bande côtière palestinienne, sont désormais interdits de "terrain". La mesure concerne aussi une cinquantaine de correspondants de médias étrangers qui disposent également de la nationalité israélienne.

Gaza, déclarée "entité hostile" par l'Etat juif, est devenue une entité fantôme. "En novembre 2006, quand l'armée m'a refoulé pour la première fois, le porte-parole évoquait des risques d'enlèvement", explique le journaliste Gideon Levy, qui signe chaque semaine, dans le quotidien *Haaretz*, un reportage "coup de poing" sur la vie dans les territoires occupés. "Cette mesure, qui devait être temporaire, est en train de devenir permanente. Et, le pire, c'est que la profession ne s'en émeut même pas", ajoute-t-il.

De fait, le syndicat des journalistes israéliens ne trouve rien à redire à cet embargo médiatique. "Dans la période actuelle, les journalistes doivent obéir aux forces de sécurité, assure Yossi Barmucha, un responsable du syndicat. Si je lance une campagne de protestation au nom de la liberté de la presse et que, dans les jours qui suivent, un confrère est kidnappé à Gaza, vous imaginez ma situation ?" Shlomi Eldar, le reporter casse-cou de la chaîne de télévision 10, se refuse, lui aussi, à critiquer l'armée. "Je désapprouve cette décision, mais je peux la comprendre, dit-il. Depuis mon premier reportage à Gaza, en 1991, je m'y suis toujours senti en sécurité. Les seuls problèmes que j'ai rencontrés sont d'ailleurs venus de l'armée, qui, en 2003, a blessé par balle mon cameraman. Mais, aujourd'hui, la situation est beaucoup plus compliquée. C'est le balagan (chaos), comme on dit chez nous. Entre le Fatah, le Hamas, le Djihad islamique et les clans armés jusqu'aux dents, il n'est pas déraisonnable d'imaginer qu'un Israélien puisse se faire enlever."

Gideon Levy, franc-tireur patenté de la presse israélienne, est d'un avis rigoureusement contraire. Il estime que la prise du pouvoir par le Mouvement de la résistance islamique (Hamas), en juin, a obligé les gangs qui semaient le chaos à rentrer dans le rang et que, de ce fait, les risques y sont bien moindres qu'au printemps. Comme Shlomi Eldar, il doit à l'armée israélienne le seul moment véritablement dangereux de sa carrière : quand une balle a traversé le pare-brise de sa voiture à Tulkarem, en Cisjordanie, en 2003. "Personne ne m'a empêché d'aller couvrir la guerre à Sarajevo parce que c'était risqué, dit-il. Il y a des dangers à Gaza, c'est évident, mais cela fait partie de notre travail. Et d'ailleurs, avant de rentrer là-bas, nous signions toujours une décharge qui exemptait l'armée de toute responsabilité."

Selon Gideon Levy, le veto de l'armée israélienne, inchangé depuis un an, relève de la censure déguisée. "Cette décision fait l'affaire des généraux, du gouvernement, des patrons de journaux et même des lecteurs, qui n'ont aucune envie d'entendre parler de la misère qui règne à Gaza", affirme-t-il.

Suleiman Al-Shafi, journaliste pour la chaîne 2, partage ce point de vue. "Je connais chaque pierre de Gaza, où je me sens parfaitement en sécurité. L'armée cherche à contrôler les médias pour mieux faire passer "sa" vérité", juge-t-il.

De son côté, Amira Hass, l'autre expert ès affaires palestiniennes du quotidien *Haaretz*, impute le blocage à l'attitude de la presse en général. Dès le début de l'Intifada, en 2000, elle a eu besoin des coups de téléphone de sa hiérarchie à l'état-major pour obtenir le droit de traverser le point de contrôle d'Erez. Un soutien qui, aujourd'hui, lui fait défaut. "Le problème tient moins aux ordres de l'armée qu'au manque de volonté des médias de s'y opposer et de couvrir la réalité de Gaza, affirme-t-elle. Ils se comportent comme si ce territoire n'existait pas, comme si, depuis le désengagement (israélien de 2005), l'occupation en avait disparu."

Les reporters israéliens couvrent donc Gaza à distance : par téléphone, à l'aide des dépêches d'agences et grâce aux images envoyées par leurs collaborateurs palestiniens. Un traitement par défaut qui les frustre d'autant plus que, entre le coup de force du Hamas et le blocus économique imposé par Israël, la situation sur place n'a jamais été aussi critique.

Si Israël, comme le ministre de la défense Ehoud Barak l'a évoqué, met à exécution sa menace d'offensive contre Gaza, la presse israélienne risque de rater une autre histoire. Ou presque : les seuls témoins seront les correspondants militaires "embedded" (embarqués) dans les blindés de l'armée.

Sources [Le Monde](#)

Vendredi 09 Novembre 2007

---

---

## 2 Les brèves

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

Marc

## 2-1 Les Palestiniens commémorent la mort de Arafat, leur fédérateur.

PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage le style des auteurs de l'article, mais doit être vu comme information

Le défunt leader disparut le 11 novembre 2004

Les Palestiniens commémorent demain le décès il y a trois ans de Yasser Arafat, leur chef historique et symbole de leur unité, alors qu'ils sont plus que jamais divisés.

L'anniversaire de la mort de Arafat, le 11 novembre 2004, dans un hôpital de la région parisienne, coïncide cette année avec les difficultés de l'Autorité qu'il avait fondée en 1994, qui ne contrôle plus que la Cisjordanie, les islamistes du Hamas ayant pris le pouvoir par la force dans la bande de Gaza en juin.

Pour marquer l'occasion, un complexe abritant un nouveau mausolée, un musée et une mosquée doit être inauguré aujourd'hui dans la cour de la Mouqataa, le quartier général de l'Autorité palestinienne à Ramallah, où repose Arafat. Le lendemain, une cérémonie lors de laquelle son successeur, Mahmoud Abbas, prononcera une allocution sera organisée dans

la Mouqataa, où des milliers de Palestiniens sont attendus.

C'est la Fondation Arafat, chargée de « préserver l'héritage » du défunt leader, qui a supervisé la construction du complexe. Elle est présidée par Nasser al-Qidwa, neveu de Arafat et ancien représentant palestinien à l'ONU. « L'intérêt que ce projet suscite dans le contexte politique intérieur actuel s'explique par le fait que Arafat avait toujours été un

des symboles de l'unité palestinienne », dit M. Qidwa à l'AFP.

Même le Hamas, qui a mis en déroute à Gaza le parti fondé par Arafat, et qui ne cesse de vilipender M. Abbas, exalte la mémoire d'un homme dont il contestait la politique de son vivant.

« Le personnage de Yasser Arafat fait l'objet d'un consensus en raison de sa dimension symbolique et sa capacité à s'accrocher à nos constantes nationales », affirme le porte-parole du Hamas à Gaza, Fawzi Barhoum.

« Nous espérons que le 3e anniversaire de sa disparition donnera un nouvel élan à l'unité nationale. Nous sommes prêts à participer à la commémoration si le Fateh nous invite », ajoute-t-il.

La télévision officielle palestinienne diffuse depuis quelques jours des chansons à la gloire de Arafat. Des images de Arafat, keffieh à damiers sur la tête, et des extraits de ses discours qui faisaient vibrer les foules s'enchaînent à l'écran.

Le musée dédié à Arafat exhibera des effets personnels du défunt, des objets de son bureau, des cadeaux et des documents, selon M. Qidwa. Le complexe est relié par un passage au bureau dans lequel Arafat a passé les dernières années de sa vie encerclé par l'armée israélienne, avant d'être hospitalisé et mourir en France à l'âge de 75 ans.

La tombe de Arafat, veillée en permanence par des membres de la garde présidentielle, est devenue un passage obligatoire pour les dignitaires étrangers qui viennent voir M. Abbas à la Mouqataa.

Les causes exactes du décès de Arafat demeurent mystérieuses. Plusieurs responsables palestiniens ont accusé Israël de l'avoir empoisonné. Cette thèse n'a à ce jour pas été confirmée de sources médicales.

Le quotidien libanais d'expression française

samedi 10 novembre 2007 L'Orient-Le Jour

<http://www.lorient-lejour.com.lb/page.aspx?page=article&id=357239>

---

## 2-2 Préparatifs de la réunion internationale de paix (...) que les Etats-Unis veulent organiser à la fin du mois à Annapolis.

Ehud Olmert a indiqué "Après Annapolis, nous entamerons des négociations vigoureuses et continues. Si nous agissons ensemble de façon décisive, les Palestiniens et nous, nous avons une chance de parvenir à des résultats réels, peut-être même avant la fin du mandat du président Bush", a déclaré Olmert. Bush quittera la Maison Blanche en janvier 2009.

Olmert a assuré ne pas avoir "l'intention de laisser traîner les négociations sans fin". Mais "les Palestiniens doivent lutter contre le terrorisme et modifier foncièrement leur réalité intérieure", a-t-il ajouté.

"Nous avons convenu que nous devons parvenir à conclure un arrangement avec l'Autorité palestinienne conforme à la feuille de route, dans toutes ses étapes et dans sa globalité", a-t-il rappelé. "Je n'ai pas l'intention de permettre aux Palestiniens qu'ils se dégagent de leurs engagements, et je n'ai pas non plus l'intention d'épargner à Israël ses propres engagement".

La Feuille de route, le plan de paix élaboré en décembre 2002 par le quartette pour le Proche-Orient (Etats-Unis, Russie, Union européenne, ONU) prévoit dans sa première phase d'application que les Palestiniens "mettent fin à la violence et au terrorisme" d'une part, et de l'autre qu'Israël "gèle toutes les activités d'implantation de colonies". dimanche croire à un accord avec les Palestiniens avant la fin du mandat de George W. Bush, tout en réaffirmant les exigences sécuritaires d'Israël.

Condoleezza Rice, lui a répondu que les Etats-Unis continueraient à garantir sa sécurité après la création d'un Etat palestinien, engageant Israël à prendre des décisions "audacieuses".

04-11

---

## 2-3 Pessimisme en Israël et dans les territoires palestiniens avant Annapolis (1)

A moins de trois semaines d'une réunion internationale aux Etats-Unis sur le Proche-Orient, le pessimisme grandit en Israël quant à ses chances de succès, accentuant singulièrement les risques d'une opération militaire d'envergure contre le Hamas à Gaza.

Le Mossad (sécurité extérieure), le Shin Beth (sécurité intérieure), et les Renseignements militaires viennent de remettre un rapport commun au Premier ministre Ehoud Olmert, l'avertissant que le président palestinien Mahmoud Abbas ne pourrait pas appliquer un éventuel accord de paix conclu à Annapolis.

Selon les Renseignements militaires, Abbas serait même coupé des divers groupes armés relevant du Fatah, son propre parti, et son rôle se limiterait à verser des salaires à ses fonctionnaires et à son appareil sécuritaire.

« Il faut préserver un horizon politique, mais nous devons garder à l'esprit l'état réel de l'Autorité palestinienne », a pour sa part déclaré à la radio militaire le vice-Premier ministre, Shaoul Mofaz, à propos de la réunion prévue pour le 26 novembre à Annapolis.

[Infolive.tv](http://Infolive.tv)

---

## 2-4 Pessimisme en Israël et dans les territoires palestiniens avant Annapolis (2)

Pas moins de 51% des Israéliens partagent ce pessimisme, contre 40% qui pensent que la réunion d'Annapolis augmentera les chances d'un accord permanent avec les Palestiniens, selon un récent sondage.

Côté palestinien, le ton n'est guère plus encourageant.

Jibril Rajoub, haut responsable du Fatah, met en garde contre un échec de la réunion internationale. « Rater cette chance historique compromettrait l'équilibre régional et la paix dans le monde », a-t-il déclaré à des journalistes.

Pour Azzam el-Ahmed, président du groupe parlementaire du Fatah, « les Etats-Unis doivent exercer des pressions sur Israël afin que les résolutions internationales et la Feuille de route soient appliquées ».

Rafiq Hussein, directeur du cabinet de la présidence de Ramallah, considère quant à lui que « la question fondamentale, c'est Jérusalem. Nous n'accepterons jamais de faire d'une autre ville la capitale d'un Etat palestinien ».

Dans ce contexte, les opinions publiques israélienne comme palestinienne s'interroge quant au bien fondé d'une réunion internationale aux conséquences, semblerait-il, peu encourageantes.

[Infolive.tv](http://Infolive.tv)

---

## 2-5 Sayyed Khameneï : Les Etats-Unis essayent de sauver Israël.

Sayyed Ali Khameneï a déclaré : « Les Etats-Unis ont pris l'initiative de la conférence pour sauver le régime sioniste, qui a reçu un coup par les mains du Hezbollah », lors de la guerre de l'an dernier avec la résistance libanaise.

Khameneï : « Cette soi-disant conférence de paix est une nouvelle chose que l'on impose à la Palestine... L'initiative américaine est un effort visant à préserver le régime sioniste d'Israël de l'effondrement plutôt que d'apporter la paix dans les territoires occupés ».

« Comment d'autres pays peuvent-ils projeter d'assister à une conférence de paix qui est rejetée par le gouvernement et la nation palestiniens ? », s'est interrogé Sayyed Khameneï.

Il a ajouté que tous les prétendus « projets de paix au Moyen-Orient » à l'initiative de l'occident ont jusque-là échoué et il a prédit le même sort pour la conférence à venir.

« La Palestine doit seulement être sauvée par les Palestiniens eux-mêmes et le monde islamique a le devoir de les soutenir », a dit l'imam Khameneï.

Faisant référence au Hamas, Khameneï a dit que le « peuple palestinien a placé au pouvoir un gouvernement qui a fait de la résistance son premier slogan et, en dépit de toute la pression, le gouvernement et le peuple palestiniens continuent à résister ».

[Al-Manar](http://Al-Manar)

2007-10-13 13:28:45

Traduction : [manar-fr.com](http://manar-fr.com)

7 novembre 2007.

---

## 2-6 Rice, a prévenu que les négociations entre Israéliens et Palestiniens restaient difficiles.

Elle avait indiqué qu'elle ne s'attendait pas à un accord dans l'immédiat sur le document commun que les deux parties doivent soumettre à l'approbation des participants de la réunion internationale d'Annapolis, supposée lancer des négociations formelles sur la création d'un Etat palestinien.

"Ils y travaillent encore et comme toujours dans ce genre de situation, ils passent par des discussions compliquées. Je pense qu'elles vont se poursuivre pendant un moment, mais je vais voir si je peux faire quelque chose pour les aider à avancer", a-t-elle ajouté.

"Annapolis, c'est important mais il y aura un lendemain", a poursuivi la secrétaire d'Etat.

Elle a insisté pour l'établissement de "mesures de confiance mutuelle",

Elle faisant allusion à une requête US pour que cessent les confiscations israéliennes de terres dans la périphérie de Jérusalem, ainsi que les coupures d'électricité et la limitation des livraisons du carburant à la bande de Gaza, deux mesures récemment imposées par le ministère israélien de la Défense.

Les difficultés viennent du fait que la réunion d'Annapolis ne représentera que le début du processus, a expliqué Mme Livni.

"Annapolis sera un moment, un évènement au cours duquel j'espère que tout le monde se réunira et apportera son soutien au processus, mais ce ne sera pas la fin du processus", a-t-elle souligné.

"Israël va appliquer sa part de la Feuille de route, mais l'idée de base est qu'il faut trouver un accord sur le fait que la création d'un Etat palestinien vient après la mise en oeuvre de la Feuille de route, y compris les besoins d'Israël en matière de sécurité", a-t-elle conclu.

Le plan de paix élaboré en décembre 2002 par le quartette (Etats-Unis, [Russie](#), [Union européenne](#), ONU) prévoyait la création par étape d'un Etat palestinien en 2005 aux côtés d'Israël. Il a été adopté en juin 2003 mais est depuis resté lettre morte.

03-11- Par Sylvie LANTEAUME *AFP*

---

## 2-7 Benoît XVI refuse de recevoir Rice.

Benoît XVI a décliné une demande d'audience de Rice, pour cause de « vacances ».

La secrétaire d'Etat des États-Unis, espérait faire escale à Rome le 18 septembre et rencontrer le pape avant de se rendre au Proche-Orient.

L'audience aurait porté sur deux points :

[l'élection du prochain président de la République du Liban](#) qui, constitutionnellement, est nécessairement un chrétien maronite (a contrario, le pape peut donc bloquer un candidat en l'excommuniant)

la préparation de la [conférence sur la paix au Proche-Orient](#) que Bush appelle de ses vœux (laquelle devrait trancher le statut de Jérusalem et ne peut le faire sans l'approbation du chef de la principale Église chrétienne).

Or, sur ces deux sujets —comme d'ailleurs sur l'ensemble des questions internationales— rien ne va plus entre le Saint-Siège et les États-Unis. Rome tient à se démarquer de Washington et a [condamné théologiquement l'idéologie des néoconservateurs](#).

Le refus poli opposé à Mme Rice est d'autant plus intéressant que les principaux acteurs de la vie libanaise et de la Palestine se succèdent actuellement à la Curie...

*[Al-Oufok avec les agences de presse]*

---

## 2-8 Proche-Orient : Six mois suffisent pour instaurer la paix avec Israël.

Un accord de paix entre Israël et les Palestiniens doit absolument être signé dans les six mois qui suivront la réunion internationale sur le Proche-Orient prévue d'ici la fin de l'année aux Etats-Unis, a déclaré Abbas.

Selon Mahmoud Abbas, six mois sont un délai tout à fait suffisant pour nous entendre sur toutes les questions relatives à un règlement définitif avec Israël. "Nous n'acceptons pas de laisser les questions ouvertes à l'infini", a-t-il ajouté.

Mahmoud Abbas a également fait savoir que des pourparlers se poursuivaient à l'heure actuelle entre l'ex-premier ministre palestinien Ahmad Qoreï et la chef de la diplomatie israélienne Tzipi Livni. Ces négociations ont pour objectif de mettre au point le document conjoint sur les principes d'un règlement politique qui sera soumis à la réunion internationale sur le Proche-Orient aux Etats-Unis, a précisé le président de l'Autorité palestinienne.

Ce document doit obligatoirement fixer le délai au cours duquel les parties au conflit s'engagent à parvenir au règlement, a souligné M. Abbas.

Quoi qu'il en soit, les Etats-Unis et Israël refusent toujours toute mention dans le document d'un délai pour des négociations de paix entre Palestiniens et Israéliens.

*RIA Novosti*

31-10

---

## 2-9 Yael Ancri : [Washington donne son feu vert à Israël pour une opération d'envergure à Gaza.](#)

Ehoud Barak n'est qu'un criminel de guerre et rien d'autre. Il a été à Washington chercher la permission d'assassiner encore comme s'il n'avait pas assez de sang sur les mains.

Tant que ces sionistes seront au pouvoir, il n'y aura jamais de paix en Palestine et jamais d'Etat palestinien. Après avoir affamé les Gazaouites, ils vont maintenant les exterminer.

Gaza: Washington donne son feu vert

Adriana Evangelizt

Le journal libanais al-Akhbar cite, dans son édition de samedi, des sources diplomatiques, selon lesquelles Washington aurait donné son feu vert à Israël pour une opération de large envergure dans la bande de Gaza. Les sources ont ajouté que « l'approbation de Washington savait les négociations autour d'un accord israélo-palestinien dans le cadre de la conférence de paix d'Annapolis. » D'après al-Akhbar, Israël aurait transmis à Washington des renseignements, faisant état de l'urgente nécessité d'entrer dans la bande de Gaza pour y effectuer une grosse opération, « en riposte à **l'intensification de l'activité des organisations** terroristes palestiniennes dans la bande de Gaza **et** dans le but de mettre un terme aux efforts sans précédent des Palestiniens de s'armer. »

Les rapports ont été présentés par le ministre israélien de la Défense, **Ehoud Barak**, à ses homologues américains pendant sa visite aux Etats-Unis, le mois dernier. Ils comprenaient, d'après les sources du quotidien libanais, des informations sur la formation de véritables forces militaires par le Hamas et le Djihad islamique. Les rapports faisaient également état de sommes énormes transférées aux brigades des martyrs d'al-Aqsa, la branche armée du Fatah.

D'après le journal, les rapports indiquent par ailleurs qu'Israël considère qu'il n'est possible d'arrêter l'acheminement massif d'armes d'Egypte dans la bande de Gaza que « par une opération militaire de large envergure visant à détruire les tunnels utilisés pour transférer les armes. »

D'après al-Akhbar, Barak a rencontré le Premier ministre, Ehoud Olmert, plusieurs fois la semaine dernière, afin de « fixer la date et l'étendue de l'opération à Gaza. » [Yael Ancri](#)

Sources [Arouts 7](#)

Posté par Adriana Evangelizt

---

## 2-10 La Ligue arabe impute à la Communauté internationale la responsabilité de la souffrance du peuple palestinien.

Dans un communiqué publié aujourd'hui à l'occasion du 90<sup>ème</sup> anniversaire de la Déclaration sinistrée de Balfour, la Ligue arabe a appelé la Communauté internationale à assumer ses responsabilités et à obliger Israël à se retirer des territoires arabes occupés jusqu'aux lignes du 4 juin 1967.

La Ligue arabe a affirmé que la Communauté internationale, notamment la Grande Bretagne, doit assumer la responsabilité politique et morale de la souffrance et de l'injustice dont souffre le peuple palestinien qui a perdu ses droits principaux comme résultat de la Déclaration sinistrée de Balfour.

Le communiqué a indiqué que la Déclaration de Balfour a semé les graines de guerre et de destruction en Palestine qui était le pays de tolérance et de coexistence entre les religions, et a porté préjudice et injustice au peuple palestinien tout le long de décennies jusqu'ici.

La Ligue arabe a mis en garde contre la poursuite de l'occupation israélienne des territoires arabes et de la méconnaissance par Israël de la légalité internationale en refusant les impératifs de la paix juste et globale dans la région.

Raghda Bittar

02-11

---

## 2-11 Les préoccupations 'sécuritaires'... d'Israël.

Tzipi Livni, avait souligné que les impératifs de sécurité d'Israël passaient avant la création d'un Etat palestinien. "Ce qui signifie : sécurité pour Israël d'abord et ensuite création d'un Etat palestinien. Parce que personne ne veut d'un nouvel Etat terroriste dans la région", avait ajouté Livni, qui dirige l'équipe de négociateurs israéliens. Rice a cherché à rassurer les dirigeants israéliens. "Tous les Israéliens doivent être convaincus que les Etats-Unis les soutiennent totalement. Vous pouvez donc être audacieux dans votre recherche de paix", a-t-elle déclaré.

"L'échec n'est pas une option", a-t-elle prévenu, notant que si les Palestiniens perdaient l'espoir, ils risquaient de se radicaliser et d'être attirés par le terrorisme.

"Si nous n'agissons pas aujourd'hui pour montrer aux Palestiniens qu'il y a une issue, d'autres leurs montreront une issue (...) Franchement, une solution à deux Etats est plus urgente que jamais", a-t-elle ajouté.

04-11

---

## 2-12 Des responsables sionistes affirment qu'une offensive contre Gaza leur coûtera très cher.

Des responsables militaires sionistes ont exprimé leur inquiétude concernant la force de frappe des brigades d'Al-Qassam, la branche militaire du mouvement Hamas, contre l'armée de l'occupation israélienne, notamment après avoir tué un soldat et en avoir blessé plusieurs autres, dernièrement.

Les responsables sionistes pensent que l'armée de l'occupation va faire face à une résistance sans précédent à cause de la bonne formation des résistants palestiniens et de leur bon équipement actuel et que l'exécution d'une large offensive contre la bande de Gaza contrôlée par le mouvement du Hamas va exposer l'armée israélienne à de grands dangers.

Les récentes attaques de l'armée de l'occupation israélienne contre la bande de Gaza ont laissé trois morts et des dizaines de blessés, chose qui montre que les résistants palestiniens adoptent de nouvelles armes et tactiques.

Des experts militaires sionistes estiment que l'armée de l'occupation va faire face à des roquettes anti-chars, des mines en plus des combattants bien formés dissimulés dans des tranchées et des endroits bien fortifiés.

Source : CPI

01-11

---

## 2-13 Une vaste offensive semble toutefois inévitable ...

...Bien que les attaques terrestres et aériennes des derniers mois n'ont pas permis de mettre fin aux tirs de roquettes lancées à partir de la bande de Gaza vers les colonies sionistes dans les territoires palestiniens occupés en 1948.

Le ministre de la guerre Ehud Barak a prévenu, mardi dernier : "Chaque jour qui passe nous rapproche d'une vaste opération contre Gaza".

Le premier ministre Olmert, qui mène des négociations intensives avec le président Abbas, en vue d'une réunion internationale prévue le mois prochain aux Etats-Unis, a pour le moment refusé de donner son feu vert.

De son côté, le général de réserve Jacob Amidror a dit : "D'un point de vue militaire, chaque minute qui passe est une perte de temps. Mais des considérations politiques telle que l'approche de la réunion de paix internationale ont reporté le lancement d'une opération".

Olmert hésite également en raison des pertes au sein de son armée et à cause des conséquences négatives d'une telle opération, notamment après l'échec des forces armées israéliennes lors de leur guerre au Liban contre le Hezbollah, l'an dernier.

De hauts responsables de la sécurité de l'occupation estiment que le mouvement du Hamas, qui a pris le contrôle de la bande de Gaza en juin, s'est doté d'une force militaire ainsi que de tonnes d'armes.

Youval Diskin, chef du Shin Beth, les services de la sécurité intérieure, a déclaré que le Hamas creuse des tranchées, construit des fortifications, des tunnels, et sème des mines.

« Le Hamas crée des ateliers de productions d'armes en utilisant les 70 tonnes d'explosifs qui sont arrivés à travers l'Egypte », ajoute Youval Diskin.

Le général de réserve est d'avis que la prochaine offensive pourrait être beaucoup plus meurtrière et très coûteuse pour les deux parties en disant que l'armée de l'occupation devrait utiliser beaucoup plus de force ; en conséquence, la population de Gaza payerait le prix, car l'entité sioniste se prépare pour une guerre longue et dure contre une résistance bien formée et équipée qui dispose aussi de beaucoup d'armes sophistiquées et d'endroits fortifiés.

Source : CPI

01-11

---

## 2-14 Projet de couper à nouveau l'électricité dans la Bande de Gaza.

07-11

La Cour suprême israélienne a suspendu et pour au moins une semaine le projet du gouvernement de couper à nouveau l'électricité dans la Bande de Gaza pour tenter de faire cesser les tirs de roquette sur le nord du pays.

Aujourd'hui, ce ne sont plus les attaques Kamikazes mais les tirs de roquettes quotidiens qui préoccupent le gouvernement d'Ehoud Olmert car ils font peser une menace constante sur des milliers d'habitants forcés de se réfugier dans des abris plusieurs fois par jour..

Selon l'organisations de défense des droits de l'Homme, Gisha, la Cour a donné une semaine à l'Etat pour répondre et une autre aux organisations pour répondre à leur tour. Gisha estime que dans l'intervalle, Israël ne mettra pas ses menaces à exécution.

Dix organisations de défense des droits de l'Homme contestaient la décision du gouvernement, arguant de ce qu'il s'agissait d'un châtement collectif, donc illégal, le territoire côtier dépendant d'Israel pour la plus grande partie de son électricité et de son carburant.

Nb : En suspendant ponctuellement la fourniture d'électricité ou de carburant, l'autorité d'occupation espère amener les Palestiniens à faire pression sur les résistants pour qu'ils cessent les tirs.



Le gouvernement sioniste affirme qu'il ne s'agit pas d'un châtement collectif mais des conséquences de son retrait de 2005 de la Bande de Gaza.

[Avec Al-Oufok avec les agences de presse07-11)

La bande de Gaza vit au rythme des accrochages israélo-palestiniens et subit une nouvelle série de sanctions économiques imposées par l'Etat hébreu. Un climat qui réduit les chances de la prochaine réunion sur le Proche-Orient.

Impuissante face à cette nouvelle mesure israélienne, l'Autorité palestinienne a appelé la communauté internationale à intervenir pour protéger la population civile dans la bande de Gaza. « Un million et demi de Palestiniens ont assez souffert et Israël ne peut utiliser leurs besoins humanitaires comme moyen de pression », a fustigé le président Mahmoud Abbass. Le Hamas, qui a pris le contrôle du territoire en juin, a pour sa part dénoncé le « chantage » israélien. « La (...) tentative d'étrangler le peuple palestinien va crier une déflagration qui explosera non seulement à la figure du Hamas mais affectera aussi la région toute entière », a déclaré Faouzi Barhoum, porte-parole du Hamas.

Abir Taleb

Al-Ahram Hebdo Semaine du 31 octobre au 4 novembre 2007, numéro 686

<http://hebdo.ahram.org.eg/arab/ahram/2007/10/31/marab2.htm>

---

## 2-14 Israël va restreindre la fourniture d'électricité à la bande de Gaza.

Israël va procéder à des coupures d'électricité dans la bande de Gaza en riposte à la poursuite des tirs de roquettes en dépit de l'opposition du conseiller juridique du gouvernement, a affirmé dimanche le ministre de la Défense, Ehud Barak.

"La fourniture d'électricité à la bande de Gaza va être réduite", a affirmé M. Barak en Conseil des ministres, cité par un haut responsable.

"Les coupures d'électricité vont être appliquées prochainement et seront incluses dans la série de mesures prises à l'encontre du (mouvement islamiste) Hamas" qui contrôle la bande de Gaza après son coup de force à la mi-juin, a ajouté M. Barak.

Israël a décidé le 19 septembre de considérer Gaza comme une "entité hostile" en riposte aux tirs de roquettes, ouvrant la voie à des sanctions économiques contre ce territoire où s'entassent près de 1,5 million de Palestiniens dans des conditions misérables, quasiment coupés du reste du monde depuis la prise du pouvoir du Hamas.

Dans la foulée de cette décision, Israël a réduit fin octobre l'approvisionnement en carburant du territoire palestinien. Les coupures d'électricité périodiques envisagées n'avaient toutefois pas été appliquées suite à l'opposition du conseiller juridique du gouvernement, Menahem Mazouz.

Dix organisations de défense des droits de l'homme israéliennes et palestiniennes ont introduit un recours devant la Cour suprême israélienne contre ces mesures de rétorsion, qu'elles dénoncent comme "une punition collective en violation du droit international".

La Cour a donné le 7 novembre une semaine au gouvernement israélien pour démontrer que les sanctions prises contre les tirs de roquettes palestiniennes n'affectent pas la population de la bande de Gaza.

(AFP / 11 novembre 2007)

---

## 2-15 L'autorité d'occupation réduit les livraisons de carburant à la bande de Gaza.

"Dès dimanche, la réduction des livraisons de carburant se fera sentir et nous effectuerons des coupures d'électricité dès les prochains jours", a déclaré Ronen Moshe, porte-parole d'Ehud Barak.

"Nous voulons nous séparer de la bande de Gaza au niveau des infrastructures dans toute la mesure du possible", a déclaré à ce propos samedi le vice-ministre de la guerre de l'autorité d'occupation Matan Vilnaï, ajoutant que le principe de la séparation "a été approuvé il y a deux semaines par le gouvernement, et que son application n'est retardée qu'à cause d'un simple examen juridique".

"A terme, nous voulons nous séparer totalement de ce territoire, à 100%", a-t-il insisté, en soulignant qu'Israël lui fournit pour l'heure tous les carburants dont il a besoin ainsi que les deux-tiers de son électricité.

"Actuellement, plus de 100 camions chargés de vivres et de produits de base venant d'Israël entrent tous les jours dans la bande de Gaza pour y éviter une crise humanitaire, mais il faudra également trouver à ce niveau une solution" de rechange, a encore déclaré M. Vilnaï.

---

## Le nombre de camions autorisés à approvisionner la bande de Gaza a baissé de moitié.

En deux mois, entre juillet et septembre, le nombre de camions autorisés à approvisionner la bande de Gaza a baissé de moitié, créant une situation de pénurie généralisée. Cette information, comme toutes les infos quotidiennes du Palestinian Center for Human Rights, se trouve dans les traductions hebdomadaires de Jacques Salles et sont consultables sur le site de Palestine 33 <http://palestine33.free.fr/>, et sur le site de l'AFPS <http://www.france-palestine.org/>.

On y apprend « par exemple » qu'entre le 25 et le 31 octobre l'armée d'occupation a tué 15 Palestiniens dans la bande de Gaza. 29 civils dont 9 mineurs, 2 femmes une personne âgée, un journaliste et un militant des droits de l'homme ont été blessés dans les Territoires occupés.

---

## 2-16 Le blocus économique quasi-total exercé par Israël à l'encontre de la Bande de Gaza, a des conséquences néfastes.

Israël a déclaré le territoire "entité hostile" en septembre dernier, ouvrant la voie aux sanctions économiques, et notamment la fermeture du principal passage frontalier.

Karen Koning AbuZayd, commissaire générale de l'UNRWA (Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine), et responsable de l'agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens a estimé que le blocus économique quasi-total exercé par Israël à l'encontre de la Bande de Gaza, a des conséquences nutritives néfastes pour la population, alimente le soutien pour les mouvements extrémistes et constitue un obstacle à la paix.

Karen Koning AbuZayd : " En réalité ils punissent tout le monde à l'intérieur de Gaza, dont un petit pourcentage seulement soutient les gens qui contrôlent actuellement Gaza",

Selon Mme Koning AbuZayd, l'apport de marchandises au territoire a baissé de 71% depuis le mois de mai dernier, le nombre de médicaments au stock épuisé a augmenté de 61 à 91 ce dernier mois, et les paysans gazaouis n'ont pas les moyens financiers d'organiser les moissons et d'acheminer leurs produits vers les marchés.

Les fruits et les légumes sont donc en train de se décomposer, a-t-elle averti, ce qui empêche un apport nutritif essentiel aux rations distribuées actuellement par l'ONU à 80% de la population de la Bande de Gaza, constituée de farine, d'huile, de sucre, de lentilles et de lait en poudre.

"Ce n'est pas suffisant", a conclu Mme Koning AbuZayd lors d'une conférence de presse au siège de l'ONU à New York. "L'UNRWA ne fournit que 61%" des besoins nutritifs quotidiens des habitants.

"Ce que nous disons, c'est que nous sommes en train de perdre la lutte contre ceux qui se situent sur le flanc extrême des groupes à Gaza. Et ce sont eux qui bénéficient de cette isolation et cette pression continue sur Gaza et sur son économie et sur la population de Gaza", a-t-elle averti.

Elle a cependant exhibé un certain optimisme suite à la rencontre mercredi du directeur de l'agence à Gaza avec les autorités occupantes : Cette réunion fut "très positive", a-t-elle déclaré, les Israéliens reconnaissant que "peut-être que ceci va trop loin et a l'effet inverse de ce que nous désirons. Ceci ne nous mène pas à la paix et à la sécurité. Cela nous mène dans la direction opposée".

Edith M. Lederer AP – 08-11

---

## 2-17 Hamas : Abbas complot contre le peuple palestinien et sa résistance à l'ONU.

Le Hamas a fortement critiqué le délégué de la Palestine à l'ONU, Riad Mansour, qui exploite son poste pour comploter contre le peuple palestinien en votant avec les Sionistes contre une décision qui allait mettre fin au blocus imposé contre la bande de Gaza, et en votant pour une loi qui condamne la résistance palestinienne.

Le Hamas a dit: "Nous avons suivi, durant les deux derniers jours, les efforts honteux de Riad Mansour qui se cache sous la couverture de la délégation de la Palestine à l'ONU, en tentant de prendre une décision qui condamne le Hamas et qui permet à l'ONU de le mettre sur la liste des organisations terroristes et en votant pour la condamnation des envois de missiles de la résistance palestinienne à partir de la bande de Gaza".

Le Hamas a ajouté : "Nous avons déjà averti le président de l'autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, des positions non nationales de son délégué à l'ONU, et nous considérons que le président Abbas est le premier responsable de ce complot flagrant".

Le Hamas a souligné que Riad Mansour est devenu le deuxième délégué de l'entité sioniste à l'ONU.

Enfin, le Hamas a exprimé son remerciement aux délégués des pays arabes à l'ONU, notamment l'Egypte, la Syrie, la Libye, le Soudan et le Yémen qui ont refusé le projet présenté par Riad Mansour, qui ont honoré le peuple palestinien devant la communauté internationale.

CPI

---

## 2-18 Gaza connaît une pénurie de médicaments alors que l'UNRWA atteint un déficit de 90 millions de dollars.

La directrice de l'agence des Nations Unies pour les réfugiés palestiniens, Karen Koning AbuZayd, a espéré aujourd'hui qu'une prise de conscience de la part des autorités israéliennes permettrait de rouvrir le mouvement des personnes et des biens vers Gaza.

Elle a déploré en parallèle un déficit de financement qui devrait atteindre les 112 millions de dollars cette année.

Karen Koning AbuZayd était à New York pour présenter le dernier rapport de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient ([UNRWA](#)), qui couvre l'année 2006, devant l'Assemblée générale. C'est l'Assemblée qui approuve son programme et son mandat de trois ans, qui expire au mois de juin prochain.

« Nous ne voulons pas prolonger notre programme au-delà du nécessaire, mais même si nous faisons des progrès sur les questions centrales dans le processus israélo-palestinien, il nous faudra davantage de fonds y compris dans une période de transition éventuelle », a dit Karen Koning AbuZayd lors d'une conférence de presse ([webcast](#)).

L'agence, qui emploie 113 personnels internationaux, fait déjà face à un déficit de 90 millions de dollars et s'attend à un déficit de 112 millions de dollars cette année.

Interrogée sur le déficit, alors que l'UNRWA reçoit un vif soutien verbal au sein des Nations Unies, Karen Koning AbuZayd a souligné que les principaux contributeurs étaient les Etats-Unis, l'Union européenne, les pays nordiques et le Royaume-Uni, ainsi que l'Australie.

« Nous recevons un ferme soutien de la part des Emirats arabes unis (27 millions de dollars) et de l'Arabie saoudite (20 millions), notamment pour les infrastructures. Il y a aussi de plus en plus de pays arabes qui contribuent au budget général de l'UNRWA ». « La Ligue arabe a voté il y a plus de 20 ans une résolution décidant de fournir 7,8% de notre budget. A l'heure actuelle cela s'élève à 4% ».

« Après 58 ans de détérioration dans les camps, nous avons lancé un plan de trois ans de rénovation, qui reste sous-financé », a-t-elle expliqué, ajoutant que « cela explique le mécontentement des réfugiés quant au déclin de la qualité des services ».

L'UNRWA va donc demander à la [Cinquième Commission](#), la Commission budgétaire de l'Assemblée générale, 10 postes supplémentaires, une augmentation qu'elle juge « raisonnable et justifiée ». Sur le terrain, l'Agence emploie 26.000 personnels locaux, en majorité des réfugiés palestiniens.

Les dernières nouvelles de Gaza indiquent que la quantité de biens entrant a décliné de 70% depuis le mois de mai. « L'UNRWA n'a plus de stocks de 91 médicaments dans toute la bande de Gaza ».

Les dispensaires rapportent des pénuries d'antibiotiques pédiatriques, « ce qui serait extrêmement grave si cela était vérifié », ainsi que de vitamine A et D pour les enfants, et de médicaments pour les maladies chroniques, a-t-elle dit.

« Une réunion sur le terrain entre le directeur de l'UNRWA pour Gaza et les représentants israéliens est parvenue à la conclusion que l'isolation de Gaza bénéficiait aux extrémistes », a-t-elle affirmé, espérant que cela pourrait conduire à une prise de conscience.

« En dépit des déclarations concernant les coupures d'électricité, je ne crois pas qu'Israël mènera ce projet à exécution », a-t-elle souligné, ajoutant que la situation serait plus facile s'il n'y avait pas de tirs de roquette.

« A l'heure actuelle, Israël est soucieux de prévenir une crise humanitaire, mais 80% de la population dépend des rations des Nations Unies ? les mêmes depuis 7 ans, du sucre, de l'huile, de la farine, des lentilles et du lait en poudre, ce qui ne donne que 61% des besoins nutritifs ».

« A un moment, les fruits et légumes qui ne pouvaient sortir de Gaza étaient devenus abondants et bon marché, mais maintenant ils ne parviennent même plus sur les marchés parce que les cultivateurs n'ont plus assez d'argent pour faire les récoltes ou les transporter. Au lieu de pourrir sur les marchés, ils pourrissent dans les champs ».

« Cela ne peut pas durer bien longtemps », « sans compter les étudiants et les familles en visite qui ne peuvent retourner chez eux, et les malades qui ont des traitements chroniques et qui ne peuvent pas sortir du territoire ».

« Les gens sont soit très nerveux et en colère ou résignés. Ils n'ont plus d'espoir pour leurs enfants et eux-mêmes », a rapporté la responsable de l'UNRWA.

Interrogée sur un récent incident de tirs de militants palestiniens depuis une école de l'UNRWA, Karen Koning AbuZayd a expliqué que l'école avait été vidée après une incursion israélienne. Elle a condamné les tirs, de même que l'utilisation des écoles par l'armée israélienne pour mener des interrogations.

Karen Koning AbuZayd a fait part aussi des difficultés du demi-million de Palestiniens qui vivent à la limite de la « barrière de séparation » israélienne, notamment des travailleurs qui ne peuvent pas se rendre sur leurs terres.

D'autres ont du mal à se rendre dans les hôpitaux, à leur travail ou aux écoles, notamment dans les zones qui se trouvent entre le mur et la frontière israélienne.

Elle a enfin rapporté un vif soutien du gouvernement libanais à la reconstruction du camp de Nahr el-Bared, qui « prendra des années », a-t-elle affirmé.

*Centre de nouvelles ONU*

---

## 2-19 Le gouvernement d'unité nationale dirigé par Ismaïl Haniyeh représente la légitimité palestinienne

Jamal Aich, leader du Fatah et un de ses fondateurs, a affirmé que le gouvernement d'unité nationale dirigé par Ismaïl Haniyeh représente la légitimité palestinienne et qu'il refuse de qualifier les derniers événements de Gaza de coup d'état en disant qu'une minorité contrôle toute l'autorité.

Le membre de la commission nationale palestinienne Aich a dit, que le gouvernement dirigé par Haniyeh à Gaza est légal car le conseil législatif palestinien n'a pas donné sa confiance au gouvernement de Fayyad formé illégalement par le président Abbas à Ramallah.

Le responsable du Fatah a annoncé que la direction du mouvement du Fatah et la présidence de l'OLP mis sur le côté par un groupe appuyé par les Etats-Unis et l'occupation israélienne.

Il a attiré l'attention sur le fait que le président Abbas pratique des pressions contre la commission centrale et nationale palestinienne pour soutenir ses décisions concernant les principes du peuple palestinien et le conflit entre les mouvements du Hamas et du Fatah.

Aich a considéré que le refus du président Abbas de l'appel de la commission, formée lors des rencontres du Caire en 2005 pour activer l'OLP, confirme qu'il ne veut pas permettre aux forces de la résistance et de l'opposition, notamment aux mouvements du Hamas et du Djihad islamique, de contrôler les décisions de l'OLP.

Source : CPI - site internet "AlJazeera net",

06-11

---

## 2-20 Haniyeh appelle le Fatah au dialogue sans conditions pour mettre fin à la crise.

Le premier ministre du gouvernement d'unité nationale Ismaïl Haniyeh a annoncé que le conseil législatif palestinien va tenir une séance, mercredi prochain, malgré le blocus et les défis de l'occupation israélienne contre le peuple palestinien.

Il a également annoncé la vision de son gouvernement comportant neuf points pour mettre fin à la crise palestinienne interne.

Haniyeh a renouvelé son appel à la présidence palestinienne et au mouvement du Fatah pour la reprise du dialogue mais sans conditions afin de trouver des solutions à toutes les questions palestiniennes.

Haniyeh a montré, ce soir 4/11, les projets et les accomplissements de son gouvernement depuis le contrôle du Hamas sur la bande de Gaza en juin dernier malgré le sévère blocus imposé par l'occupation tout en soulignant que certains leaders et services sécuritaires palestiniens soutiennent l'occupation pour le renforcement de ce blocus.

Il a affirmé l'attachement de son gouvernement et du mouvement Hamas aux principes palestiniens en avertissant de la participation des Palestiniens et des pays arabes à la réunion internationale convoquée par les Etats-Unis et qui est prévue en automne.

Il a également considéré que cette réunion vise à pousser les pays arabes vers une normalisation gratuite avec l'entité sioniste, à renforcer les désaccords palestiniens internes, à inciter ces pays à prendre des positions contre Gaza, le Liban, la Syrie et l'Iran et à appeler au désarmement de la résistance palestinienne pour effectuer le plan de la feuille de route.

CPI

04-11

---

## 2-21 Abbas n'a pas le droit de dissoudre le conseil législatif.

Le journal d'Al-Qods Al-Arabi a rapporté dans son numéro d'hier, le lundi 4/11, qu'un nouveau projet de loi a été présenté au président Abbas pour qu'il soit adopté.

Cette loi va permettre au président Abbas de dissoudre le conseil législatif palestinien et de modifier la loi fondamentale de l'autorité palestinienne.

Le bloc "changement et réforme", qui représente le Hamas au conseil législatif palestinien, a fortement condamné les rapports qui affirment que le président de l'autorité palestinienne Mahmoud Abbas a adopté une loi qui lui permet de dissoudre le conseil législatif.

Le secrétaire du Hamas Mouchir Al-Masri a affirmé que la loi et la constitution ne donnent pas le droit au président Abbas de dissoudre le conseil législatif parce qu'il représente une autorité indépendante qui surveille l'autorité exécutive dont le président Abbas.

Al-Masri a dit que cette loi va répondre aux désirs de l'ennemi sioniste qui tente de contrecarrer le conseil et d'annuler son rôle après avoir enlevé la plupart des membres du conseil.

Il a attiré l'attention sur le fait que l'adoption d'une loi pour dissoudre le conseil législatif ainsi que le refus des mesures des députés du mouvement Hamas confirment que certains leaders palestiniens sont impliqués dans l'enlèvement des députés.

Le député a affirmé que le conseil législatif va tenir demain, le mercredi 7/11, une nouvelle séance, ajoutant : "Nous avons fait échouer tous les plans et complots sionistes. En conséquence, nous refusons toute démarche pour dissoudre le conseil législatif palestinien".

Au sujet de la tenue de la séance de mercredi ainsi que de l'accord de certains blocs parlementaires et du refus du mouvement Fatah, Al-Masri a affirmé que le mouvement du Hamas possède la majorité au conseil et possède le droit de prendre des décisions.

Source : CPI

---

## 2-22 Mahmoud Abbas signe un décret antiblanchiment.

Mahmoud Abbas a signé un décret contre le blanchiment d'argent, a-t-on appris samedi de sources officielles. "Cette mesure pourrait avoir des effets sur le mouvement, mais à terme, elle n'atteindra pas son objectif d'assécher les ressources financières du Hamas", a affirmé un porte-parole du Mouvement de la résistance islamique, Sami Abou Zouhri.

Aucune banque ne traite directement avec le Hamas. Il se tourne donc vers des bureaux de change et des commerçants pour recevoir des fonds de l'Iran, de pays arabes et d'organisations caritatives islamiques à l'étranger, affirment des dirigeants du Fatah. Les fonds transiteraient également par des tunnels vers la Bande de Gaza.

Mahmoud Abbas a signé le décret vendredi. Il a été publié samedi dans les médias palestiniens. Dans le cadre de la nouvelle réglementation, les contrevenants risquent entre trois et 15 ans de prison et des amendes allant jusqu'à 600.000 shekels (125.000 dollars).

Selon Jihad Alwazir, vice-gouverneur du Fonds monétaire palestinien, la nouvelle réglementation a été préparée avec l'aide du Fonds monétaire international et est conforme aux règles mondiales. "Les procureurs ont désormais davantage de moyens à leur disposition", a-t-il souligné. Le Fonds palestinien fait office de banque centrale.

Ce décret, a estimé M. Alwazir, devrait rassurer les banques étrangères. Elles peuvent ainsi, selon lui, traiter avec leurs homologues palestiniennes sans craindre d'enfreindre les législations antiterroristes d'Israël et des Etats-Unis.

---

## 2-23 La construction bat son plein dans 131 colonies des territoires palestiniens occupés.

Dans son numéro du 9 novembre, Le Monde cite un rapport de "La Paix Maintenant" indiquant que la construction bat son plein dans 131 colonies des territoires palestiniens occupés. Ce rappel des faits à la veille de la conférence dite de paix d'Annapolis ne surprendra que ceux qui ignorent que la colonisation a progressé chaque année de 5 à 10% **sans discontinuité** depuis 30 ans. L'article reprend avec insistance la dénonciation par « La Paix maintenant » de la colonisation dite « sauvage », alors que celle-ci est protégée par l'armée (ci-joint, une photo du Sec. Gén. de « La Paix Maintenant » faisant son service militaire, à un checkpoint de la vallée du Jourdain). En réalité, le gros de la colonisation consiste en réalisation de plans d'urbanisme dans lesquels plus de la moitié des ministères de l'Etat d'Israël sont impliqués.

---

## 2-24 Le général Dayton visite secrètement Naplouse et la prison d'Al-Jounid.

Le coordinateur sécuritaire américain avec l'autorité palestinienne, le général Keith Dayton a effectué, mardi dernier, une visite secrète dans la ville de Naplouse où il a rencontré les responsables sécuritaires palestiniens pour discuter de l'exécution d'une campagne sécuritaire contre la résistance palestinienne dans cette ville. Dayton a visité également la prison d'Al-Jounid où les services de sécurité d'Abbas emprisonnent plusieurs cadres et partisans du mouvement Hamas.

Le maire de Naplouse, Dr. Jamal Mohsen, a affirmé que le général américain Dayton a visité la ville de Naplouse à deux reprises durant ces dernières semaines.

Mohsen a dit dans une déclaration de presse que les visites de Dayton dans la ville de Naplouse visent à contrôler les situations sécuritaires dans cette ville après le recrutement de nouveaux éléments de la sécurité qui ont été entraînés par des officiers américains dans la ville d'Ariha.

Le maire de Naplouse a affirmé que le général Dayton a rencontré les chefs des services de sécurité dans la ville et qu'ils ont discuté d'une campagne sécuritaire ainsi que des moyens de la développer afin de garantir sa réussite.

De son côté, le ministère de l'intérieur du gouvernement d'unité nationale dirigé par Ismaïl Haniyeh a fortement condamné la visite de Dayton à Naplouse tout en avertissant des plans américains, dont la feuille de route, qui visent à frapper la résistance palestinienne.

Le ministère a appelé Dayton à arrêter ses visites dans la ville de Naplouse pour frapper la résistance et protéger l'occupation israélienne en affirmant que la politique et les plans américains dans la région du Proche-Orient, notamment dans les territoires palestiniens, ne servent que les intérêts de l'occupation israélienne contre le peuple palestinien.

Il a également appelé les services de sécurité à refuser ces visites qui projettent de frapper la résistance, et il a appelé à la protection des intérêts suprêmes du peuple palestinien et à l'union pour mettre fin au blocus imposé contre la bande de Gaza.

*CPI*

---

## 2-25 Taux record du nombre de jeunes israéliens échappant au service armé.

Plus d'un quart des jeunes israéliens ont échappé cette année à leurs obligations militaires, selon des chiffres publiés hier par la conférence de Sdérot sur les questions sociales. Le nombre des recrues échappant à la conscription militaire – trois ans chez les hommes – a

atteint cette année le taux record de 28 %, soit trois points de plus que l'an dernier, selon ces chiffres.

Les ultraorthodoxes, qui peuvent légalement troquer le service militaire contre des études religieuses, représentent 11 % de ce total, tandis que 7 % sont exemptés pour des raisons de santé, 5 % à cause de leur casier judiciaire, et 4 % parce qu'ils résident à l'étranger. De même source, 35 % des jeunes filles échappent au service militaire de deux ans pour des raisons religieuses.

La minorité des Arabes israéliens, soit 20 % de la population, est exemptée dans sa très grande majorité du service militaire. Selon les estimations de l'armée, ces tendances devraient encore s'accroître.

Jeudi 08 novembre 2007 L'Orient-Le Jour

<http://www.lorient-lejour.com.lb/page.aspx?page=article&id=357000>

---

## 2-26 Les colons montent des 'mobile homes' en Cisjordanie.

Des colons en Cisjordanie agrandissent leurs colonies en construisant clandestinement des mobile homes, annonce le mouvement pacifiste "La Paix Maintenant".

"La Paix Maintenant" accuse les colons, qui n'ont pas le droit de faire venir de caravanes dans leurs implantations illégales de Cisjordanie, de les avoir introduites clandestinement en pièces détachées pour les assembler sur place.

"Si nous voulons une solution à deux Etats, alors nous ne pouvons pas continuer à étendre les colonies", a déclaré Yariv Oppenheimer, directeur de l'association pacifiste, à Reuters. "Chaque jour, il devient un peu plus difficile de parler des frontières."

En vertu de la "feuille de route" de 2003, Israël s'est engagé à évacuer les colonies illégales construites après mars 2001, date de l'arrivée au poste de Premier ministre d'Ariel Sharon. Selon Peace Now, seules quatre ont été entièrement démantelées à ce jour.

Le groupe ajoute avoir constaté l'installation de mobile homes clandestins dans plusieurs anciennes colonies.

De plus, selon ce document, des constructions de bâtiments approuvés par le gouvernement se poursuivent dans 88 colonies des deux côtés de la clôture de séparation.

L'association de colons Yesha, qui s'oppose à toute cession de territoire aux Palestiniens, a confirmé l'agrandissement de colonies et affirmé que les constructions se poursuivraient.

Selon des statistiques du gouvernement reprises par "La Paix Maintenant" dans son rapport, le nombre de colons en Cisjordanie a augmenté de 5,8% lors du premier semestre de 2007, s'établissant à 267.500. Cette hausse est plus de trois fois supérieure à la croissance de la population israélienne.

"Le rapport de 'La Paix Maintenant' montre que la colonisation va bon train et ne s'arrêtera pas avant un moment", a déclaré le porte-parole de Yesha dans un communiqué.

*[Al-Oufok avec les agences de presse 04-11]*